

## NOTICE 2018 DEMANDE INDIVIDUELLE

(pour les formations débutant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018)

### AVANT LA FORMATION

#### CE QU'IL FAUT RETENIR


- Le dossier complet doit parvenir au FAFCEA en **un seul envoi 3 mois maximum avant et jusqu'au jour de début de la Formation. Au-delà le FAFCEA le refusera.**
- Aucune formation ne peut être reportée d'un exercice à l'autre ;
- Le contenu pédagogique d'un stage ne peut pas être différent de celui soumis à l'agrément ;
- La subrogation de paiement n'est pas autorisée ;
- Un agrément financier ne peut être délivré plus de trois mois avant le début de la formation ;
- **C'est la date de réception du dossier par le FAFCEA qui est prise en compte.**

#### LES PIECES A FOURNIR OBLIGATOIREMENT

- Copie de la carte d'artisan en cours de validité justifiant de l'APRM au jour de début de la formation **OU** extrait d'inscription au Répertoire des Métiers (D1) datant de moins d'un an au jour de début de la formation.
- Formulaire de demande de prise en charge complété et signé par le stagiaire ;
- Programme pédagogique détaillé ;
- Devis H.T. des coûts pédagogiques de la Formation (Facture pro-forma, Convention de Formation, ...) ;
- Notification de refus du Conseil de la Formation pour les stages transverses.
- Lettre de motivation et test de positionnement pour les formations examinées en commission technique (cf critères)

#### Vous êtes micro-entrepreneur ? et vous exercez une activité artisanale?

1. Copie de la carte d'artisan en cours de validité justifiant de l'APRM au jour de début de la formation
2. Micro-entreprise créée en 2018 : copie bordereau URSSAF de notification d'affiliation au régime de la micro-entreprise datant de moins d'1 an au jour de début de la formation OU attestation d'affiliation au RSI précisant le régime de la micro-entreprise et datant de moins d'1 an au jour de début de la formation  
Micro-entreprise déjà en activité lors de l'exercice N-1 : attestation RSI de versement de la contribution à la formation (calculée en pourcentage du chiffre d'affaires) se rapportant à l'activité de l'entreprise sur l'année précédente (cette attestation mentionne l'affiliation au régime de la micro-entreprise dans le titre du document)
3. Attestation sur l'honneur d'avoir déclaré au moins un chiffre d'affaires qui ne soit pas nul lors des 12 mois civils consécutifs précédant le dépôt de la demande de prise en charge de la formation

 **Si les dates de stages ou le lieu de la formation envisagée sont reportées ou modifiées, il est impératif d'en aviser le FAFCEA avant les dates initialement déclarées sur la demande de prise en charge. A défaut, le FAFCEA se verra contraint d'annuler l'agrément financier précédemment accordé.**

### APRES LA FORMATION

(Adresser vos justificatifs de fin de stage après avoir reçu l'accord de prise en charge du FAFCEA)

#### CE QU'IL FAUT RETENIR

- Le règlement est effectué directement à l'entreprise ;
- Le montant de la formation mentionné sur la facture sera réglé par le FAFCEA sur la base du montant Hors Taxe ;
- Les pièces à fournir pour le règlement (frais pédagogiques) doivent parvenir au FAFCEA en **un seul envoi au plus tard 3 mois après la fin du stage, au-delà le FAFCEA le refusera.**
- **C'est la date de réception du dossier par le FAFCEA qui est prise en compte.**

#### LES PIECES A FOURNIR OBLIGATOIREMENT

- En un seul envoi accompagné de la notification de décision :**
- Copie de la facture portant **obligatoirement la mention acquittée, le cachet de l'Organisme de formation et la signature de l'Organisme de Formation** ;
  - Attestation de présence qui indique les **dates de formation**, mentionne le **nombre d'heures réalisées**, comporte la **signature du formateur** et celle du stagiaire,
- OU (à défaut d'une telle attestation)**
- Feuille d'émargement par demi-journée signée par le stagiaire **et** le formateur (obligatoire pour les formations de plus de 100h)
  - Attestation de frais annexes, le cas échéant



**Toute formation non exécutée selon les modalités agréées par le FAFCEA est susceptible de justifier une demande de remboursement du financement accordé et une suspension de l'accès à tout nouveau financement dans l'attente dudit remboursement.**